



## RÉSOLUTION SUR LA SITUATION POLITIQUE EN ZAMBIE

**ACCRA, Ghana**

**Du 2 au 4 mars 2018**

Reconnaissant que :

1. En tant que nation, la Zambie a le sens de l'unité nationale, de l'autodétermination, de la liberté, du progrès et de la prospérité collective, idéaux conformes à l'esprit progressiste de l'Agenda 2063 de l'Union africaine, dont la Zambie est signataire ;
2. Les citoyens aspirent à une Zambie de bonne gouvernance, de démocratie, de respect des droits de l'homme, de justice et d'État de droit tel que prévu par la Charte africaine de la démocratie, des élections et de la gouvernance,
3. Une nation de paix et de sécurité, dont les diverses communautés vivent dans l'harmonie et la compréhension mutuelle et une nation où tous les citoyens seront activement impliqués dans la prise de décision dans tous les aspects du développement, y compris les aspects sociaux, économiques, politiques et environnementaux, entre autres ;
4. Observant que le gouvernement zambien actuel manque d'engagement envers les valeurs nationales énoncées ci-dessus car il promeut un programme d'exclusivité dans lequel certaines parties du pays sont privées de développement sérieux, retombe vers l'époque de la dictature du parti unique étant donné que la liberté de la presse, les droits de l'homme et la liberté de réunion, d'expression, de mouvement, le respect de la vie privée et l'État de droit sont bafoués chaque jour, et les partis d'opposition se voient refuser la liberté de fonctionner en raison de la répression, de la brutalité étatique et de la violence politique ;
5. Conscient de la monopolisation par le gouvernement des médias d'État, que ce soit la presse écrite ou les médias électroniques ;
6. Préoccupé par le fait que les circonstances actuelles alimentent les tensions dans le pays, menacent la paix et la stabilité, exposant ainsi le pays et toutes ses valeurs aux dangers de la guerre civile, du déplacement, de la ruine et de la misère.

Par conséquent, le Réseau libéral africain et ses partis membres :

- i) Implorant le gouvernement zambien de sortir du chemin de la dictature et de laisser la démocratie régner ;
- ii) Demandent au gouvernement zambien de modifier la loi sur l'ordre public (POA) et de libérer la vie politique dans le respect des principes démocratiques pour permettre une contestation pacifique et libre pendant les élections ;
- iii) Appellent à l'action pour éviter l'intensification des tensions, de la violence politique et de la brutalité de l'État ;

iv) Condamnent les arrestations et les incarcérations de sang-froid des membres de l'opposition, comme cela a été le cas avec le président de l'UPND, M. Hakainde Hichilema, en avril 2017, suite à des accusations de trahison forgées de toutes pièces ;

v) S'engagent à enrayer la corruption car elle a créé des conditions insupportables pour la majorité des citoyens ;

vi) Continue to uphold liberal values to level the political playing ground in line with competitive politics.

*Soumis par Mulondwe Muzungu*

*Au nom du Parti unifié pour le développement national (UPND)*